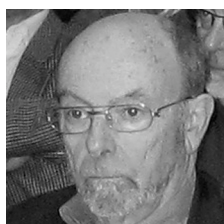


Délégation

"Développement, rayonnement et attractivité du territoire"

9 octobre 2009



Contribution de Jean RENARD

Le rapprochement Nantes-Rennes : une fausse bonne idée ?

Les responsables des grandes villes de l'Ouest remettent le couvert à propos de l'établissement d'un réseau de villes apte à structurer le Grand Ouest et assurer son développement. Ce n'est pas la première fois que l'on assiste à une telle proposition. En 1989, les grands élus de Nantes, Saint-Nazaire, Brest, Rennes et Angers avaient initié une rencontre de ce type. La défunte DATAR, désormais rebaptisée DIACT, avait de son côté proposé un réseau de villes regroupant les mêmes entités urbaines. Ce serpent de mer de la mise en œuvre de relations entre les villes de l'Ouest revient à l'ordre du jour, ce à la veille de la discussion d'un projet de loi visant à restructurer les territoires et à quelques mois d'élections régionales. Ce n'est pas neutre.

Deux remarques préalables doivent être rappelées :

- Il est faux et dangereux de personnifier ainsi les villes et de leur accorder un pouvoir de décision. Lorsqu'il est dit que Nantes décide ou Rennes souhaite, ou Angers veut, c'est une facilité de langage. En réalité, ce sont les élus, les décideurs, les représentants des forces économiques qui s'expriment et non pas les villes.
- Il est tout aussi dangereux de se limiter à un petit nombre d'organismes urbains alors que l'on entend porter la réflexion sur des territoires. Certes, les grandes agglomérations sont motrices dans le développement des territoires mais il est un peu cavalier de laisser de côté les autres collectivités et, les petites villes et le tissu rural, surtout dans nos régions de l'Ouest dont on sait combien l'opposition ville-campagne a structuré les comportements au long des siècles.

Ceci étant, faire du rapprochement entre les deux agglomérations de Nantes et de Rennes la solution aux problèmes de rivalité et de concurrence est une courte vue, voire un aveuglement. Ce rapprochement est plus conjoncturel que de fond. Il est associé aux conséquences de deux décisions qui ont été négociées entre les responsables des deux villes et des deux régions, non

sans mal. D'une part, l'accord pour la ligne à grande vitesse jusqu'à Rennes, d'autre part le projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes.

Afin d'éclairer au mieux les membres du Conseil de développement de Nantes métropole, je crois nécessaire de dresser la liste des questions qui se posent afin que nous y réfléchissions tous ensemble.

Quant on parle de Nantes et de Rennes, quatre mots ou expressions sont à discuter.

- S'agit-il de coopération, et si oui dans quels domaines ? On pouvait légitimement penser aux universités et à la recherche. Certes, il existe un pôle agronomique ouest, mais l'école vétérinaire de Nantes fait bande à part. Quant aux PRES, ils sont régionalisés et il n'y a pas eu un grand projet porté sur l'ensemble des 9 universités de l'ouest. Alors même, rappelons le au passage, que Grenoble possède à elle seule plus de chercheurs que les 9 universités de l'ouest. Depuis 15 ans, la seule véritable réalisation a été la mise en place de presses universitaires de l'Ouest (PUR) dans le cadre du réseau des universités (RUOA) initié par le président Tanguy.
- S'agit-il de complémentarités ? Et si oui, qu'est ce qui manque à chacune qui vient compléter grâce à l'autre ce qui lui manque ? On peut penser ici aux fonctions portuaires de Nantes, Rennes ne saurait lui disputer puisque, depuis longtemps, Redon ne joue plus le rôle de port que Rennes avait revendiqué lors de la Révolution, les édiles de la ville ayant alors exigé que Redon soit rattaché au département d'Ille et Vilaine. Encore que lors de la récente décision de l'Etat d'installer les affaires maritimes à Nantes, les élus bretons, et ceux de Rennes en particulier ont rué dans les brancards, "On a vexé la Bretagne" (dixit JY Le Drian, Ouest-France du 24-06-2009), et souhaité la création d'une antenne maritime à la préfecture de région. Inversement Rennes ville d'Etat doit-elle cumuler les fonctions régaliennes et Nantes entend-elle les lui abandonner ? Depuis la création des régions on va dans un sens opposé, l'Etat ayant accordé à Nantes des fonctions qu'elle n'avait pas ou perdu.
- S'agit il de concurrence ? Elle peut être positive, par exemple dans le domaine sportif. Mais elle est souvent négative, on l'a vu lors d'opérations de délocalisation ou de décentralisation. Les élus et responsables de chaque ville ont joué perso comme l'on dit. On a très rarement vu des élus d'une ville soutenir l'installation d'un équipement ou d'une entreprise dans la ville voisine. Ils ont toujours le sentiment que c'est à leur détriment. C'est oublier qu'il y a une loi de hiérarchie urbaine et que n'est pas métropole qui veut, mais qui peut.
- S'agit-il d'indifférence ? Force est de constater que pendant longtemps les deux villes se sont tournées le dos. Entendons nous bien, non pas les villes, mais les élites, élus et décideurs. C'est que ces derniers obéissaient à des logiques et à des stratégies différentes. Le regard était porté vers Paris ou bien on entendait jouer à l'international. Désormais on se regarde et on s'observe. Cela va t-il jusqu'à nier les rivalités et conduire à une complicité ?

Alors, si l'on veut changer les regards respectifs et coopérer, ce sont sur les stratégies et les logiques sur lesquelles il faut agir. Pour éclairer les choses, il faut mieux connaître les forces, les faiblesses, on pourrait dire les cartes d'identité des deux villes, les inerties nées de leur histoire (Rennes ville d'Etat, Nantes ville du commerce et de l'industrie) et surtout leurs récentes dynamiques respectives.

Je renvoie chacun aux pages écrites par notre collègue David Bensoussan dans le numéro 17 de Place publique de septembre 2009, à l'état des lieux dressé en 1993 par les chambres de commerce dont j'ai résumé les apports dans le chapitre 9 du livre "Nantes à la croisée des chemins" paru aux PUR l'an dernier.

Quant aux dynamiques contemporaines, elles sont à prendre en compte de façon impérative sinon nous risquons de réfléchir sur des réalités du passé et non pas sur celles d'aujourd'hui. On sait combien la nostalgie d'un passé révolu a pu aveugler nombre d'observateurs. Ainsi, se contenter

de faire de Nantes un port ouvert sur le grand large et une cité industrielle constituant comme un kyste au sein de campagnes qui lui sont indifférentes voire hostiles, ce qui figure encore dans des manuels du secondaire, est faire fausse route. **La ville a changé de nature.** Il faut en prendre acte. Je renvoie aux lumineuses analyses de D. Rapetti. (Revue Mappemonde). Elle se construit désormais en tant que métropole, certes inachevée, mais en cours de constitution. Et par son poids démographique, ses fonctions et ses équipements, elle rayonne sur un vaste espace armoricain et intègre les campagnes qui l'entourent dans un processus d'urbanisation, ce qu'elle ne faisait absolument pas encore au lendemain de la dernière guerre.

Yves Morvan dans le dernier numéro de Place publique a bien situé les enjeux du débat, nous y renvoyons "si l'on persiste à raisonner en terme de hiérarchie, on est loin de prétendre assurer des coopérations. Continuer à afficher des logiques des préoccupations de classement, c'est rester dans des logiques de concurrence... il faut que Rennes et Nantes définissent ensemble leur stratégie". Et plus loin, il ajoute "jouer collectif". Plus facile à dire qu'à faire.

Alors la stratégie des nantais doit-elle privilégier un rapprochement avec Rennes ou bien viser ailleurs et autre chose ? C'est la question à laquelle nous nous devons de répondre en tant que Conseil de développement en toute indépendance des politiques qui ont leur propre vision qui peut ne pas être la nôtre.

Encore faut-il, pour affûter notre argumentation, faire l'état des lieux avec l'aide des agences d'urbanisme et des autres structures de réflexion. On ne peut réfléchir sans posséder un minimum de connaissances partagées.

Jean Renard

Ci-dessous une liste non exhaustive des questions et interrogations :

- Replacer les deux villes dans l'organisation urbaine de l'ouest qui est une figure christallérienne presque parfaite.
- Etablir à la même échelle les deux articulations administratives autour des deux villes.
- Dresser une liste des indicateurs objectifs et de leur poids respectif : par exemple les populations, la part et le nombre des emplois métropolitains et inversement des rmistes et de bénéficiaires du RSA.
- Que peuvent se partager les deux villes ?
- Quelles sont les stratégies des responsables de deux villes ?
- Mesurer leur ouverture à l'international
- Est ce qu'additionner suffit pour se développer ?
- Quelles sont les coopérations à l'œuvre ?
- Pour certains, tout passe par la réunification administrative, qu'en disent les membres du conseil ?
- Etablir une bibliographie des travaux. On ne part pas de rien ! (Je peux en fournir une).